

Elections



Saint-Martin
Caraïbe Française French Caribbean

2017

Soualiga Post.com

Entretien avec
Jeanne Vanterpool
 leader et tête de liste de New Direction



1/ Comment se décide-t-on à se (re)présenter aux élections territoriales ?

Participer à une élection, et surtout lorsqu'il s'agit des élections territoriales à Saint-Martin, relève tout d'abord d'un acte de bravoure, un acte courageux. Il faut avoir envie de servir le « pays » et aussi le « peuple ». Pour ma part, j'ai eu cet « appel du pays qui désespère ». Et après avoir bien compris quels étaient les enjeux, j'ai demandé avis et j'ai obtenu l'accord de la famille (en particulier de mon jeune fils, et de mon époux). Il faut aussi l'appui des amis et l'encouragement d'une bonne partie de la population saint-martinoise qui en pareil cas, sont aussi les éléments déclencheurs.

2/ Aujourd'hui, on parle beaucoup d'identité saint-martinoise, le Saint-Martinois ayant en effet le sentiment de l'avoir perdue. En tant que Saint-Martinois(e), partagez-vous ce constat ? Pensez-vous avoir perdu votre identité ?

Avant de s'engager dans de telles considérations, il y a des questions que nous devons nous poser lorsque l'on est appelé(e) à gérer, administrer et gouverner un territoire ayant les dimensions sociétales et environnementales de Saint-Martin. La première des questions que je me pose est la suivante : En quoi est-ce que l'autre est-il semblable ou différent de moi ? Tout en sachant le poids et l'importance de la question identitaire dans le processus de développement du territoire de Saint-Martin, je souhaite que l'on ne dissocie pas la question identitaire de la question culturelle, ni de la question patrimoniale. Le fait de ne pas avoir depuis très longtemps mis en place de véritables et solides politiques publiques dans ces trois domaines, nous donne naturellement le sentiment d'avoir perdu notre identité saint-martinoise.

Ce que nous avons perdu en revanche, c'est notre fierté d'être ce que nous avons toujours été et que nous sommes au demeurant. D'où la nécessité d'une vraie réflexion, et de vrais débats publics sur la question pour y mettre de l'ordre. Il est temps de s'interroger sur la question qui est donc posée sur le regard que l'on porte sur l'autre et donc, de notre rapport avec lui pour enfin poser les bases de la construction du Pays Saint-Martin/Sint Maarten.

3/ Depuis plusieurs mois, certaines pensées peuvent être très nationalistes. Alors qu'en métropole, on dénonce ce genre d'idées en y voyant un danger pour la société, ici on aurait tendance à les entretenir. Selon vous, est-ce moins dangereux localement ?

Ici, on parle de « pensées nationalistes » et on fait vite le lien avec la métropole où le racisme, et l'antisémitisme qui sont affichés par un certain parti politique et sa leader bien soutenus par un grand nombre de citoyens français à Paris

«LE FAIT DE NE PAS AVOIR DEPUIS TRÈS LONGTEMPS MIS EN PLACE DE VÉRITABLES ET SOLIDES POLITIQUES PUBLIQUES DANS CES TROIS DOMAINES, NOUS DONNE NATURELLEMENT LE SENTIMENT D'AVOIR PERDU NOTRE IDENTITÉ SAINT-MARTINOISE.»

comme dans les outremer. Je constate non sans stupéfaction, que ce phénomène n'est dénoncé que pour des raisons électoralistes et rien d'autre. Ici à Saint-Martin, ces idées ne sont pas plus entretenues qu'à la Martinique avec le MIM (Mouvement Indépendantiste Martiniquais d'Alfred Marie-jeanne actuel président de la Collectivité). Ce qui est certain, c'est que le vide laissé par les responsables politiques saint-martinois en la matière, notre choix de tourner le dos à notre patrimoine, et aux fondements-socles de notre culture, et surtout le manque de tout débat, sont à considérer comme pouvant être la ou les causes du « danger » ; si danger il y a.

«DOIT-ON AVOIR
LE TOURISME
COMME
SEUL PILIER
POSSIBLE DU
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ?»

4/ On entend toujours que le développement économique doit être une priorité parce qu'il va permettre de créer des emplois, de la richesse, etc. Bien que la fiscalité soit attractive, rare sont les investisseurs intéressés à venir à Saint-Martin. Au regard des chiffres du chômage, toutes les actions menées jusqu'à aujourd'hui ont été un échec. Si vous êtes élu en mars, quels dispositifs allez-vous mettre en place pour créer des emplois ? Avec quel objectif ?

S'il est vrai que le développement économique constitue un élément très important dans la gestion, l'administration et la gouvernance de Saint-Martin, il n'est cependant pas tout. Et en cette période, nombreux sont ceux des candidats tête-de-liste qui prétendent avoir enfin trouvé la recette miracle, ou la formule magique pour créer de la richesse et en même temps, des emplois pour les 4 345 demandeurs d'emplois inscrits auprès des services de Pôle-Emploi. Après avoir tout tenté, ou presque, nous posons les interrogations suivantes.

Peut-on raisonnablement combattre efficacement le chômage et créer des emplois (durables de préférence) sans jamais penser à ceux que notre société a créés d'abord et exclus ensuite et qui sont sortis du système éducatif, formatif ou d'apprentissage, sans diplômes, et sans aucune qualification. En somme, ceux qui sont victimes du chômage dit de longue durée.

Doit-on avoir le tourisme comme seul pilier possible du développement économique ? Ce faisant, cela nous oblige à penser « Projet Front de Mer », construction d'hôtels et augmentation du nombre de lits uniquement.

La filière Art et Culture, que certains qualifient de « Budgetivore », n'est-elle pas une niche d'emplois garantis et valorisants pour nos jeunes artistes, pour nos jeunes créateurs, ... ?

L'agriculture (animale et végétale), qui n'a jamais pu bénéficier d'une politique publique volontariste, n'est-elle pas elle aussi une mine d'or en matière de création de richesses et d'emplois ?

Elue au mois de mars prochain, je saurai ouvrir les nombreux tiroirs chargés de projets innovants qui sont susceptibles d'apporter des réponses claires et des solutions durables au problème de l'emploi à Saint-Martin : (les NTIC, filière des énergies renouvelables, laboratoire de langues, etc.)

5/ En matière d'emploi plus précisément, nombreux sont ceux, dont vous, qui veulent donner la priorité aux Saint-Martinois. Ce qui peut sembler juste mais il faut être réaliste et admettre qu'il y a un manque de compétences localement, notamment pour les postes d'encadrement. Comment, selon vous, est-il possible d'y remédier ? Comment peut-on former les jeunes et moins jeunes (saliés durant leur carrière pour qu'ils puissent évoluer) sur le territoire ?

Lorsqu'il s'agit des moyens à mettre en œuvre pour lutter efficacement contre le chômage à Saint-Martin, nous nous interrogeons à savoir comment. En effet, s'il est possible de réduire le taux de chômage à Saint-Martin, il paraît plus difficile de réduire le chômage d'une catégorie de personnes ; celles qui depuis des années, sont exclues du marché du travail. La catégorie de celles et ceux qui passent la case échec scolaire et qui sont sans qualification, sans diplôme, ne maîtrisant pas les fondamentaux que sont : lire, écrire et compter ? C'est vrai que le plus souvent, lorsque nous parlons de donner la priorité aux Saint-Martinois en matière d'emploi, la plupart des candidats s'écartent des réalités du territoire, et manquent de pertinence et de réalisme. Face à ce malheureux constat, le triptyque formation-éducation-qualification en est la réponse.

Mais pour revenir à la question des cadres, au manque de compétences localement pour occuper les postes d'encadrement et les emplois qualifiés, permettez-moi de m'insurger contre cela, et de m'inscrire en faux. Beaucoup de gens continuent à nous le faire croire, mais ce n'est pas vrai. Le problème est que beaucoup de ces gens n'ont pas été encouragés à revenir. En fait, nous avons plusieurs jeunes hautement qualifiés avec des diplômes et des compétences, sur l'île, qui ne peuvent pas accéder à l'emploi qualifié pour des raisons qui nous dépassent bien des fois.

Il y a, aussi, beaucoup de professionnels hautement qualifiés de Saint-Martin avec des diplômes américains, canadiens, britanniques et autres qui ne peuvent pas rentrer chez eux à Saint-Martin. Nous devons faciliter les étapes, réglementations et autres sur Saint-Martin, qui permettent aux personnes ayant une qualification équivalente à y travailler.

Nous devons également fournir les incitations nécessaires et encourager un changement dans les politiques et les comportements pour encourager nos jeunes professionnels qui travaillent dans le secteur privé à rentrer chez eux. Ceux avec les diplômes, mais aucune expérience doivent être encadrés par le biais de programmes d'apprentissage et de formation sur place.

Mais plus important encore, il faut arrêter le circuit éducatif qui aboutit qu'à des impasses pour nos jeunes. À court terme, nous devons tirer profit des opportunités et créer des occasions qui leur permettent d'atteindre les emplois qualifiés et qui peuvent leur fournir un cheminement vers une carrière réelle en collaborant plus étroitement avec les employeurs. Nous devons également obtenir de ceux qui s'intéressent à notre territoire (qui veulent investir à Saint-Martin), des accords pour favoriser l'emploi local à l'égard de notre population et de nos jeunes, en échange des incitations, (allègements fiscaux, et autres avantages) par la mise en place d'une charte de l'emploi local.

«NOUS DEVONS
FOURNIR LES
INCITATIONS
NÉCESSAIRES ET
ENCOURAGER
UN CHANGEMENT
DANS LES
POLITIQUES ET LES
COMPORTEMENTS
POUR
ENCOURAGER
NOS JEUNES
PROFESSIONNELS
QUI TRAVAILLENT
DANS LE SECTEUR
PRIVÉ À RENTRER
CHEZ EUX.»

6/ En matière d'éducation, le constat dressé depuis plusieurs années est alarmant : le niveau est très bas. Pour plusieurs raisons : problème au niveau de la langue, manque d'implication des parents dans la scolarité de leurs enfants, etc. Selon vous, quel est le premier frein à la réussite de nos enfants ? Et comment peut-on le lever ?

Notre Collectivité n'a pas compétence dans tous les domaines de la vie quotidienne de ses administrés c'est vrai. Cependant, lorsqu'il s'agit surtout de l'éducation scolaire, il ne faut rien négliger et c'est trop ce que nous avons fait jusqu'à ce jour. Je fais remarquer que nous avons toujours eu des professionnels et des acteurs de l'éducation et de l'enseignement dans les meilleures places politiques à St-Martin depuis 2007.

7/ Concernant l'aménagement de la baie de Marigot, le projet de la majorité actuelle semble ne pas avoir attiré de nombreux investisseurs. Certains en ont déjà tiré les leçons et veulent un projet à plus petite échelle. Quelle est votre position sur cet aménagement ?

En tant qu'actuelle présidente de l'Office du tourisme, je me suis posé beaucoup de questions tout au long de ces cinq dernières années. Je me suis beaucoup inquiétée aussi de voir que nous ne parvenions pas à nous mettre d'accord, nous, les 23 membres du Conseil territorial, et une grande partie des professionnels du secteur.

Un tel projet est indispensable et aussi nécessaire pour poursuivre l'aménagement de notre territoire en la matière. Cependant il me paraît aussi une nécessité de s'appuyer sur l'expertise des spécialistes et des professionnels de la filière.

8/ En matière fiscale, il est difficile pour la Collectivité de recouvrer l'ensemble des impôts. Il est aussi difficile pour les contribuables de s'acquitter de l'impôt et autres taxes alors que durant des années, ils ne le faisaient pas. Les impayés ont rapporté plus de 20 millions d'euros l'an passé à la COM. Comment selon vous le système peut-il être plus performant ? Doit-on supprimer des taxes ? Baisser le taux de certaines pour inciter la population à les payer ?

Payer l'impôt ou les taxes n'a jamais été le plat le plus apprécié du menu des ménages. L'impôt de même que les taxes, s'expliquent et se justifient lorsqu'ils sont « justes » et bien utilisés. Attention aux promesses !

«L'IMPÔT DE MÊME
QUE LES TAXES,
S'EXPLIQUENT
ET SE JUSTIFIENT
LORSQU'ILS SONT
« JUSTES » ET BIEN
UTILISÉS.»

9/ Depuis plusieurs années, l'écologie et d'une manière plus large l'environnement, prend une place de plus en plus importante dans le débat politique national et international. Il y a eu les Grenelles de l'Environnement, puis récemment les Cop 21 et 22. Ici, à Saint-Martin, c'est un sujet absent des débats. Ne pensez-vous pas pourtant que l'environnement devrait être le dénominateur commun à toutes les actions réfléchies et proposées ?

La planète est confiée à ceux qui l'habitent mais elle ne cessera jamais d'appartenir à celles et à ceux qui naissent chaque jour et à ceux qui naîtront après ; année après année.

Tout ce que nous aurons à faire, c'est d'en prendre pleinement conscience, et d'aller toujours plus loin, en impliquant davantage le jeune enfant dès le plus jeune âge.

10 / Tout le monde s'accorde à dire qu'il faut un grand nettoyage de l'île. Ici, les ordures ménagères sont ramassées tous les jours, ce qui n'est pas le cas ailleurs, même en outre-mer, dans un territoire aussi petit. Que doit-on mettre en place pour que l'île soit plus propre ?

En premier lieu, nous devons engager dans une grande campagne de nettoyage et d'embellissement de l'île. Toutefois, une campagne de nettoyage qui n'est accompagnée que des solutions aux questions fondamentales de la propreté n'a très peu de sens. Si nous continuons à avoir des poubelles dans nos rues qui ne permettent pas de tenir les ordures ménagères et autres détritiques, cela n'a aucun sens. Si nous n'avons pas de réglementation, de matériel adéquat et un plan visant à maintenir la propreté, nous serions dans la même position dans une semaine après le nettoyage.

Nous devons assurer que nos rues soient propres et rester propres parce ce que c'est un service que nous sommes tenus de rendre aux concitoyens, et aux contribuables saint-martinois. Nous devons introduire une véritable réforme qui comprend l'étude d'un système de recyclage qui commence au niveau des résidences par le tri-sélectif. Les grandes « loges » à poubelles dans la rue en face d'une propriété doivent disparaître pour être remplacés par des poubelles personnelles pour lesquelles les propriétaires de maisons individuelles seront responsables. Il doit y avoir un retour à la réglementation qui fixe l'heure où les ordures peuvent et doivent être sorties.

Des critères stricts pour ceux qui ont des conventions pour le ramassage des ordures et les personnes chargées des services de voirie et de nettoyage des rues doivent être mis en place, en termes de responsabilité et de la qualité du travail effectué.

En outre, il doit y avoir une campagne d'éducation qui informe la population des avantages d'un environnement salubre et d'un territoire propre. Avec la collaboration des conseils de quartiers nous voulons embellir les quartiers et trouver des solutions.

Le meilleur moyen de maintenir la propreté à court terme est d'éduquer et élever le niveau de fierté des différentes communautés dans leur quartier et rendre nos entrepreneurs et résidents responsables de leurs actes.

«LE MEILLEUR
MOYEN DE
MAINTENIR LA
PROPRETÉ À
COURT TERME
EST D'ÉDUQUER
ET ÉLEVER LE
NIVEAU DE FIERTÉ
DES DIFFÉRENTES
COMMUNAUTÉS
DANS LEUR
QUARTIER ET
RENDRE NOS
ENTREPRENEURS
ET RÉSIDENTS
RESPONSABLES
DE LEURS ACTES.»

11/ Qui aimeriez-vous affronter au second tour le 26 mars ?

Au second tour, je souhaiterais affronter le candidat ou la candidate qui tout comme moi, connaît Saint-Martin, aime St-Martin, celui ou celle qui comme moi, a envie de servir les intérêts de St-Martin, celui ou celle qui a envie de défendre les intérêts de la population dans toutes ses composantes et dans sa grande diversité. Je préférerais affronter celui ou celle qui comme moi, sait anticiper, décider, résister et appliquer, afin que ce soit Saint-Martin qui gagne.

12/ Enfin, quelle question auriez-vous aimé que vous l'on pose ?

Qu'est-ce que je ferai au lendemain du 26 mars en cas de victoire ou de défaite de la liste New Direction que j'aurai conduite ? J'aurais beaucoup aimé que cette question-là me soit posée.

*Propos recueillis par
Fanny Fontan*



Entretien avec
Aline Hanson

leader et tête de liste de
Continuons pour Saint-Martin



1/ Comment se décide-t-on à se (re)présenter aux élections territoriales ?

Il faut vouloir s'engager dans la vie de la cité et avoir les convictions que son apport personnel et ses compétences peuvent être mis à profit, pour l'intérêt suprême de tous nos concitoyens.

Gouverner n'est pas chose facile, les décisions qui sont prises sont parfois difficiles à faire accepter, mais elles doivent tenir compte de tous les paramètres.

Le renouvellement d'un mandat est aussi une décision pesée. Lorsque des actions ont été menées puis des procédures sont engagées, il n'est que normal que la reconduction d'un mandat soit établie pour enraceriner le développement du territoire.

Un projet politique se décline sur le long terme, « Continuons pour Saint-Martin » a la volonté de poursuivre ce qui a été engagé ces 4 dernières années, notre projet s'inscrit donc, dans cette continuité.

2/ Aujourd'hui, on parle beaucoup d'identité saint-martinoise, le Saint-Martinois ayant en effet le sentiment de l'avoir perdue. En tant que Saint-Martinois(e), partagez-vous ce constat ? Pensez-vous avoir perdu votre identité ?

Les traditions sont maintenues, et transmises aux générations.

Le développement économique rapide et massif s'est opéré sans que le Saint-Martinois ait pu trouver sa place. Cependant les familles ont veillé à transmettre aux générations les fondements de la vie Saint-Martinoise. Les particularismes de Saint-Martin existent grâce à l'identité Saint-Martinoise. Notre historique et les caractéristiques de notre territoire sont cruciaux, car c'est ne ce sens que nous adaptons les politiques nationales.

Une tradition perdue par la langue de transmission, elle est toujours là et par conséquent rien n'est perdu. Il faut continuer à l'entretenir. Les personnes qui ont adopté Saint-Martin ont compris cela.

Nous sommes un territoire en avance dans le sens où nous savons vivre avec tout le monde à la condition que l'on respecte les us et coutumes du territoire d'accueil.

«LORSQUE DES
ACTIONS ONT ÉTÉ
MENÉES PUIS DES
PROCÉDURES
ENGAGÉES, IL N'EST
QUE NORMAL QUE
LA RECONDUCTION
D'UN MANDAT SOIT
ÉTABLIE POUR
ENRACINER LE
DÉVELOPPEMENT
DU TERRITOIRE.»

3/ Depuis plusieurs mois, certaines pensées peuvent être très nationalistes. Alors qu'en métropole, on dénonce ce genre d'idées en y voyant un danger pour la société, ici on aurait tendance à les entretenir. Selon vous, est-ce moins dangereux localement ?

Ce qui est dangereux c'est le regroupement des communautés, sans volonté de vivre ensemble. Ceux qui ont choisi de venir vivre à Saint-Martin respectent les fondements du territoire. Les Saint-Martinois sont français mais la langue maternelle est l'anglais. Cet anglais a permis aux différentes communautés de communiquer entre elles. Comme tout fondamentalement il faut conserver le socle. L'intégration des personnes dans le territoire et le respect des coutumes du territoire apportent le développement harmonieux.

«LES

FONDACTIONS DE

LA COLLECTIVITÉ

ÉTANT PLUS

SOLIDES, CETTE

NOUVELLE

MANDATURE VA

NOUS PERMETTRE

D'AGIR PLUS

FORTEMENT

SUR LE

DÉVELOPPEMENT

ÉCONOMIQUE ET

L'EMPLOI.»

4/ On entend toujours que le développement économique doit être une priorité parce qu'il va permettre de créer des emplois, de la richesse, etc. Bien que la fiscalité soit attractive, rare sont les investisseurs intéressés à venir à Saint-Martin. Au regard des chiffres du chômage, toutes les actions menées jusqu'à aujourd'hui ont été un échec. Si vous êtes élu en mars, quels dispositifs allez-vous mettre en place pour créer des emplois ? Avec quel objectif ?

Dire que toutes les actions ont été un échec est inexact. La collectivité, l'État et les socioprofessionnels agissent quotidiennement pour l'emploi et le développement économique. Saint-Martin n'a pas été épargné par la crise économique mondiale et nous avons fait face ensemble. L'aide à la création d'entreprise, les contrats aidés, la formation professionnelle, les emplois d'insertion, sont autant de dispositifs qui ont contribué ces derniers mois à la création d'emploi et qui montrent l'investissement des pouvoirs publics dans ce domaine. J'ajoute que la reprise économique est désormais perceptible, certains secteurs commerciaux se sont fortement développés en 5 ans, je pense à Hope Estate, Mont Vernon et Bellevue.

Notre projet de société est construit sur une décennie. Ces 4 dernières années, il a d'abord fallu stabiliser les finances de la collectivité et rattraper le retard structurel du territoire en créant des équipements de proximité pour le cadre de vie de nos concitoyens. Ce sont les bases de tout développement économique. Les fondations de la collectivité étant plus solides, cette nouvelle mandature va nous permettre d'agir plus fortement sur le développement économique et l'emploi.

Pour cela, nous avons choisi de privilégier les partenariats publics-privés et de travailler en concertation avec les socio-professionnels. La redynamisation de Marigot, l'aménagement de la baie de Marigot, la modernisation et l'augmentation du parc hôtelier, la charte que nous souhaitons signer avec les entreprises pour l'embauche des jeunes, sont des projets créateurs d'emplois. J'ajoute que le rattrapage structurel va se poursuivre et que la commande publique est aussi génératrice d'emplois. Je veux aussi dire que tous les quartiers seront partie-prenante du développement économique, dans le cadre d'un contrat global pour Saint-Martin.

5/ En matière d'emploi plus précisément, nombreux sont ceux, dont vous, qui veulent donner la priorité aux Saint-Martinois. Ce qui peut sembler juste mais il faut être réaliste et admettre qu'il y a un manque de compétences localement, notamment pour les postes d'encadrement. Comment, selon vous, est-il possible d'y remédier ? Comment peut-on former les jeunes et moins jeunes (saliés durant leur carrière pour qu'ils puissent évoluer) sur le territoire ?

Donner la priorité aux originaires n'est pas un concept propre à St-Martin, chaque région surtout celles à forte identité culturelle, souhaite qu'une partie de leurs natifs reviennent au pays pour contribuer à l'économie et au maintien des traditions. Je pars du principe que tout s'apprend, les évolutions de carrières et de compétences sont possibles dans tous les domaines et dans toutes les régions. Il est vrai que lorsqu'on connaît son territoire, on se l'approprie et on adapte ses décisions. Au sein de la collectivité, le plan de formation évolue et permet aux agents de se former et certains obtiennent les concours chaque année. C'est à partir des entretiens professionnels qu'il a été possible de déceler les formations nécessaires. Cela étant en termes d'emploi, j'ai demandé dans toutes mes interventions aux entreprises d'employer les jeunes de l'île. Nos jeunes sont bons lors des stages, et ils ne seraient pas assez bons pour être employés... Or, c'est précisément l'intégration dans le monde économique qui permet de préserver la cohésion sociale. D'où mon idée de charte avec les entreprises. Nul ne peut penser venir aux Antilles et ne pas contribuer au vivre ensemble des Antillais. J'ajoute que de plus en plus de jeunes saint-martinois suivent de longues études et reviennent diplômés, les compétences existent et vont se confirmer au fur et à mesure des années.

«C'EST

PRÉCISÉMENT

L'INTÉGRATION

DANS LE MONDE

ÉCONOMIQUE

QUI PERMET

LA COHÉSION

SOCIALE. D'OÙ

MON IDÉE DE

CHARTRE AVEC LES

ENTREPRISES.»

6/ En matière d'éducation, le constat dressé depuis plusieurs années est alarmant : le niveau est très bas. Pour plusieurs raisons : problème au niveau de la langue, manque d'implication des parents dans la scolarité de leurs enfants, etc. Selon vous, quel est le premier frein à la réussite de nos enfants ? Et comment peut-on le lever ?

Partons du positif, la collectivité a engagé ces dernières années d'importants montants dans le domaine qui la concerne à savoir la réfection des bâtiments afin d'améliorer le cadre des scolaires. Avec les partenaires de l'Education Nationale, et de l'Etat nous avons toujours pris à coeur la réussite de nos futurs citoyens. Les parents sont le premier maillon à renforcer, et nous avons instauré le conseil des droits et devoirs des familles ainsi que l'école des Parents. Cependant, n'oublions pas que Saint-Martin ce petit territoire accueille plus de 8700 élèves et certains parents méconnaissent le système éducatif de l'école où évoluent leurs enfants. D'autres manquent d'ambition pour leurs enfants. Sur ce point qu'il faut agir en renforçant les actions de réussite éducative et de suivi des élèves par la mise en place d'équipes pluridisciplinaires (plusieurs acteurs des différents secteurs, centrés sur l'évolution de l'enfant). Agir aussi avec les outils existants : la collectivité a mis en place un schéma territorial numérique pour rompre avec la fracture numérique et mettre les nouvelles technologies au service des élèves. L'enseignement en anglais est un levier important don't nous devons poursuivre le développement, en partenariat avec l'Education Nationale.

7/ Concernant l'aménagement de la baie de Marigot, le projet de la majorité actuelle semble ne pas avoir attiré de nombreux investisseurs. Certains en ont déjà tiré les leçons et veulent un projet à plus petite échelle. Quelle est votre position sur cet aménagement ?

Je dois aussi rappeler la réalité sur ce que vous appelez aujourd'hui projet de la majorité. Tout d'abord, c'est le projet de la Collectivité, qui a choisi de faire un appel à candidature suite au marché de définition de 2008 (autre majorité) qui avait abouti à un choix de concept. Les élus de ma majorité ont porté ce même projet jusqu'au bout et contrairement à ce qui se dit aujourd'hui, c'est un projet pour lequel le conseil territorial a défini à l'unanimité, donc majorité et opposition, les grandes lignes directrices (accueil de la moyenne croisière, accueil de la haute plaisance, hébergement touristique, animation touristique...). Mais surtout c'est un projet qui laisse une certaine souplesse aux investisseurs. Je rappelle également que le projet se fera par phases... et on devra dorénavant insister sur le phasage du projet. Encore une fois, tout le monde reste bloqué sur l'exemple de projet énorme issu du marché à définition, mais ce n'était qu'un exemple. Il faut expliquer plus les possibilités du projet pour qu'il soit mieux compris. Par les investisseurs, mais surtout par la population. A la question pourquoi les investisseurs n'ont-ils pas répondu présents ? On a du revoir des éléments sur les derniers mois avec le changement de loi sur les appels à projets, et nous étions en période préélectorale qui n'est pas une période propice pour lancer des projets. Pour répondre à la question est-il nécessaire, l'aménagement de la baie de Marigot est indispensable, ne serait-ce que parce qu'il faut impérativement organiser les dessertes inter-îles et la plaisance, créer un quai d'accueil pour les yachts de croisière, et aménager la promenade du Front de mer. Il est indispensable pour donner un élan économique à notre capitale Marigot. Le projet de redynamisation du centre-ville va de pair, pour un aménagement global. Personne ne doit être laissé au bord de la route. Ce projet d'aménagement doit non seulement correspondre aux attentes des investisseurs et être en parfaitement harmonie avec les besoins de Saint-Martin. Nous ferons en sorte que ce soit le cas.

8/ En matière fiscale, il est difficile pour la Collectivité de recouvrer l'ensemble des impôts. Il est aussi difficile pour les contribuables de s'acquitter de l'impôt et autres taxes alors que durant des années, ils ne le faisaient pas. Les impayés ont rapporté plus de 20 millions d'euros l'an passé à la COM. Comment selon vous le système peut-il être plus performant ? Doit-on supprimer des taxes ? Baisser le taux de certaines pour inciter la population à les payer ?

J'entends qu'il faut reformer la fiscalité, la redresser, mais dans les faits, elle ne s'est jamais mieux portée que ces deux dernières années. En réalité, la pression fiscale est bien moins forte à Saint-Martin que dans la plupart des régions françaises : 40% d'abattement sur l'impôt sur le revenu, un impôt sur les sociétés abaissé à 20% par ma mandature. Ma majorité a également voté et prolongé la mesure d'exonération d'impôt sur les droits de succession

pour permettre aux familles saint-martinoises de régler leurs problèmes d'indivision. Nous avons aussi créé les conditions d'une fiscalité attractive pour les investisseurs sur laquelle nous avons communiqué dans le guide "Doing Business in Saint-Martin".

L'État a fait des efforts sur le recouvrement et l'élargissement de l'assiette fiscale et le civisme fiscal s'est amélioré. Nos concitoyens comprennent la nécessité de contribuer au développement du pays. Bien sûr, nous devons poursuivre nos efforts pour garantir le principe d'égalité de traitement devant l'impôt et continuer la bataille pour obtenir une juste compensation du transfert de compétences.

9/ Depuis plusieurs années, l'écologie et d'une manière plus large l'environnement, prend une place de plus en plus importante dans le débat politique national et international. Il y a eu les Grenelles de l'Environnement, puis récemment les Cop 21 et 22. Ici, à Saint-Martin, c'est un sujet absent des débats. Ne pensez-vous pas pourtant que l'environnement devrait être le dénominateur commun à toutes les actions réfléchies et proposées ?

Nous avons participé à la COP 21 et avec notre adhésion à l'association des Etats de la Caraïbe, l'environnement est un domaine d'action de la collectivité. L'environnement n'est pas un sujet distinct, il est transversal. Lorsque des travaux de réfection et d'assainissement sont engagés, il s'agit aussi d'environnement. Dans le programme FEDER nous avons mis un axe sur l'embellissement de notre environnement et sur le rattrapage structurel. J'ajoute que dans le programme de « Continuons pour Saint-Martin », l'environnement tient une place prépondérante, avec des mesures phares comme la réorganisation du transport public, la protection des milieux naturels et la revalorisation et l'aménagement de nos salines, la lutte contre les gaspillages et les pollutions, le tri sélectif et la valorisation des déchets ménagers, l'aménagement de la baie de Cul de Sac.

10 / Tout le monde s'accorde à dire qu'il faut un grand nettoyage de l'île. Ici, les ordures ménagères sont ramassées tous les jours, ce qui n'est pas le cas ailleurs, même en outre-mer, dans un territoire aussi petit. Que doit-on mettre en place pour que l'île soit plus propre ?

Le civisme et l'attitude éco-citoyenne sont des valeurs qui contribuent au vivre ensemble. Le respect des règles est parfois difficile, et s'il fallait installer des brigades de contrôle derrière chaque poubelle, vous imaginez le nombre de personnes à mobiliser ! L'insertion professionnelle ne doit pas seulement servir à ramasser les ordures des autres. Tout le monde se doit de se mobiliser. Les écoles ont beaucoup sensibilisé les enfants sur ce point car les enfants ont une aptitude naturelle à relayer les informations auprès de leurs parents. De même les services de la collectivité, à chaque fois qu'ils ont été sollicités, ont su apporter leur aide pour la sensibilisation.

«LA FISCALITÉ
NE S'EST JAMAIS
MIEUX PORTÉE
QUE CES DEUX
DERNIÈRES
ANNÉES. LA
PRESSION FISCALE
EST BIEN FORTE À
SAINT-MARTIN QUE
DANS LA PLUPART
DES RÉGIONS
FRANÇAISES.»

«LE CIVISME
ET L'ATTITUDE
ÉCO-CITOYENNE
SONT DES
VALEURS QUI
CONTRIBUENT AU
VIVRE ENSEMBLE.»

Le ramassage des gros déchets et des carcasses de voiture doit se poursuivre pour éviter les épidémies et améliorer la santé des citoyens. Les campagnes de sensibilisation ne suffisent pas. Il faudra qu'à travers chaque évènement, festival, carnaval, actions diverses, des chartes soient signées par les organisateurs pour véhiculer l'attitude citoyenne à adopter. Je crois beaucoup au travail partenarial dans ce domaine.

11/ Qui aimeriez-vous affronter au second tour le 26 mars ?

Ceux ou celui que la population aura permis d'accéder au second tour.

12/ Enfin, quelle question auriez-vous aimé que vous l'on pose ?

J'aurais souhaité que l'on me demande qu'elles étaient mes contributions pour mon territoire autre que politique.

*Propos recueillis par
Estelle Gasnet*

CONTINUONS
POUR
SAINT-MARTIN

 CONTINUONS SAINT MARTIN

Entretien avec
Alain Richardson

leader et tête de liste de
En marche vers le progrès

**EN MARCHÉ VERS
LE PROGRÈS**
MAKE IT HAPPEN 2017.

1/ Comment se décide-t-on à se (re)présenter aux élections territoriales ?

En premier lieu le devoir de servir mon pays, porté par l'appel et les encouragements de mes concitoyens, en second lieu, la conviction forte que mon projet apporte les solutions concrètes et vérifiables qui permettront aux Saint-Martinois de croire en l'avenir.

2/ Aujourd'hui, on parle beaucoup d'identité saint-martinoise, le Saint-Martinois ayant en effet le sentiment de l'avoir perdue. En tant que Saint-Martinois(e), partagez-vous ce constat ? Pensez-vous avoir perdu votre identité ?

Un peuple ne perd pas son identité, et donc non St-Martin n'a ni perdu son âme, ni ses valeurs fondatrices. Le sentiment est peut-être celui de ne pas les retrouver chez tous ceux qui font le St-Martin d'aujourd'hui.

L'identité de St-Martin est construite sur des valeurs d'accueil, de tolérance, de partage, mais aussi de liberté, d'esprit d'entreprendre et l'attache à la terre. Ceux qui ont rejoint ce territoire doivent embrasser ces valeurs, développer ce sentiment d'appartenance et l'expression « Saint-Martinois » ne doit plus être perçue comme synonyme d'exclusion.

La société saint-martinoise est en danger et ses fondations chancellent, mais si nous apportons nos solutions et construisons notre citoyenneté, St-Martin réussira durablement.

3/ Depuis plusieurs mois, certaines pensées peuvent être très nationalistes. Alors qu'en métropole, on dénonce ce genre d'idées en y voyant un danger pour la société, ici on aurait tendance à les entretenir. Selon vous, est-ce moins dangereux localement ?

Le contexte de crise ou de difficultés personnelles conduit parfois au rejet de l'autre. Le vivre ensemble est menacé par les réflexes communautaristes et l'intolérance. Pourtant, St-Martin s'est construit sur le partage, l'accueil et sur la diversité.

J'affirme haut et fort que tous ici à Saint-Martin, nous nous épanouirons économiquement et socialement que si nous cultivons les valeurs de citoyenneté, de partage, de conquête et que si nous agissons tous pour l'intérêt et le bien commun (the « greater good »).

Nous tirons notre force de notre diversité et avec le programme que nous proposons, nous ferons de celle-ci, une vraie richesse pour l'ensemble de la population Saint-Martinoise.

Le chantier qui est devant nous tous est celui de bâtir un St-Martin, plus harmonieux, plus apaisé, plus solidaire, plus responsable, plus prospère et plus riche. Un St-Martin fier de ses origines mais riche de sa diversité.

«NOUS TIRONS
NOTRE FORCE DE
NOTRE DIVERSITÉ,
NOUS FERONS DE
CELLE-CI UNE VRAIE
RICHESSE POUR
L'ENSEMBLE DE
LA POPULATION
SAINT-MARTINOISE»

M.V.P.
MARTIN VIVRE PROGRÈS

«IL S'AGIT TRÈS
RAPIDEMENT
DE REDONNER
CONFIANCE
AUX ACTEURS
ÉCONOMIQUES
PAR DES
MESURES
FORTES.»

4/ On entend toujours que le développement économique doit être une priorité parce qu'il va permettre de créer des emplois, de la richesse, etc. Bien que la fiscalité soit attractive, rare sont les investisseurs intéressés à venir à Saint-Martin. Au regard des chiffres du chômage, toutes les actions menées jusqu'à aujourd'hui ont été un échec. Si vous êtes élu en mars, quels dispositifs allez-vous mettre en place pour créer des emplois ? Avec quel objectif ?

L'objectif à poursuivre obligatoirement pour notre territoire et c'est d'ailleurs celui fixé par mon équipe, En marche vers le progrès, est de doubler le niveau de création de richesse (le PIB) dans les 10 années à venir. St-Martin, n'a pas d'autre choix.

Il s'agit très rapidement de redonner confiance aux acteurs économiques par des mesures fortes et concrètes pour solidifier et consolider le tissu économique actuel. Cela aura pour effet de donner une bouffée d'oxygène à nos entreprises. A nous d'identifier avec le monde économique tous les projets d'investissement et/ou de développement actuels et de mettre en place les dispositifs nécessaires pour qu'ils deviennent rapidement une réalité.

Parallèlement la réalisation des équipements structurants indispensables sera mise sur les rails (port, accueil de la croisière, plaisance, réseau routier, aéroport, etc.), tout comme le chantier de la formation avec pour objectif, la création d'emplois et d'entreprises.

Par ailleurs, de nouveaux investisseurs seront fortement encouragés à venir s'installer grâce aux mesures destinées à rendre notre territoire, « investor friendly », compétitif et attractif.

5/ En matière d'emploi plus précisément, nombreux sont ceux, dont vous, qui veulent donner la priorité aux Saint-Martinois. Ce qui peut sembler juste mais il faut être réaliste et admettre qu'il y a un manque de compétences localement, notamment pour les postes d'encadrement. Comment, selon vous, est-il possible d'y remédier ? Comment peut-on former les jeunes et moins jeunes (salariés durant leur carrière pour qu'ils puissent évoluer) sur le territoire ?

Chaque année, des dizaines de jeunes quittent le territoire pour poursuivre leurs études ou pour trouver du travail. Ces jeunes forment un vivier qui serait utile au développement et à l'économie de St-Martin y compris dans l'encadrement. Il faut pour cela leur donner envie de revenir en leur offrant la possibilité de devenir leur propre patron. Ou alors leur permettre de postuler en tant que cadre au sein de grandes entreprises que nous souhaitons accueillir sur notre territoire via des mesures fiscales intéressantes.

Nous proposons également de remettre en place et à l'ordre du jour, certains dispositifs comme le RSMA, qui a démontré son efficacité ainsi que la formation continue car des fonds sont collectés en ce sens par les organismes. Il ne faut pas oublier l'implication importante et nécessaire de l'éducation nationale qui doit offrir réactivité et adaptabilité mais aussi dans le cadre de son organisation sur le territoire un enseignement et des formations

(y compris supérieurs) souples, polyvalentes et adaptées aux besoins réels du monde économique et social local.

L'Etat sera à nouveau sollicité pour financer et encadrer -comme cela a été réalisé au profit d'autres territoires : Nouvelle Calédonie, etc.- un plan de formation et de perfectionnement d'un volant d'une cinquantaine de cadres dans les métiers tant du secteur privé que public afin de doter notre territoire de ce que l'on appelle une technostructure.

6/ En matière d'éducation, le constat dressé depuis plusieurs années est alarmant : le niveau est très bas. Pour plusieurs raisons : problème au niveau de la langue, manque d'implication des parents dans la scolarité de leurs enfants, etc. Selon vous, quel est le premier frein à la réussite de nos enfants ? Et comment peut-on le lever ?

L'engagement des parents et leur investissement dans l'éducation de leurs enfants est capital. L'école des parents pour former, assister et accompagner les parents dans leur rôle auprès de leurs enfants est une institution nécessaire en ce sens.

Il est important également de favoriser la scolarisation des enfants dès leur plus jeune âge car la mission de l'école est celle de permettre l'éveil intellectuel, l'expression, la créativité, la sociabilité. Ne souhaitant pas arracher l'enfant à son milieu linguistique d'origine, il faudrait un corps enseignant formé à nos spécificités et pour partie issu du bassin.

Nous proposons également d'impliquer les partenaires associatifs y compris dans les quartiers, pour accompagner les enfants dans la réussite.

7/ Concernant l'aménagement de la baie de Marigot, le projet de la majorité actuelle semble ne pas avoir attiré de nombreux investisseurs. Certains en ont déjà tiré les leçons et veulent un projet à plus petite échelle. Quelle est votre position sur cet aménagement ?

Il est indispensable de rester cohérent et d'éviter des projets qui ne sont pas réalistes.

L'accueil de la croisière et de la plaisance est un équipement structurant indispensable au développement de notre territoire. Le secteur de la croisière et de la plaisance qui connaît depuis des décennies dans la zone une croissance exponentielle représente une manne financière qui pourrait nous apporter une clientèle à fort pouvoir d'achat, sans avoir à créer une nouvelle ville et sans ouvrir le champ à de la spéculation immobilière.

Nous pouvons donc prévoir ces projets tout en restant réalistes, notamment par la mise en place de partenariats publics et privés avec des opérateurs professionnels et des exploitants de bateaux de croisière. Oui, il faudra un engagement financier public pour faciliter la réalisation des travaux ne pouvant être rentabilisés dans des délais raisonnables par le secteur privé (dragage, protection).

«IL EST IMPORTANT
DE FAVORISER LA
SCOLARISATION
DES ENFANTS DÈS
LEUR PLUS JEUNE
ÂGE»

8/ En matière fiscale, il est difficile pour la Collectivité de recouvrer l'ensemble des impôts. Il est aussi difficile pour les contribuables de s'acquitter de l'impôt et autres taxes alors que durant des années, ils ne le faisaient pas. Les impayés ont rapporté plus de 20 millions d'euros l'an passé à la COM. Comment selon vous le système peut-il être plus performant ? Doit-on supprimer des taxes ? Baisser le taux de certaines pour inciter la population à les payer ?

Oui il se pose sur notre territoire un problème de civisme et de discipline fiscale. Les difficultés économiques qui perdurent ne contribuent nullement à améliorer cette situation. Pourtant payer ses impôts et taxes est un mal nécessaire (philosophie bien acceptée par nos aînés).

Le système deviendra plus performant en établissant le bon niveau d'équilibre entre responsabilité, justice fiscale, efficacité, flexibilité, pérennité des recettes et rendement fiscal. Nous pensons que dans le cadre de notre collectivité, l'équilibre optimal doit s'établir à 65 à 70 % de recettes fiscales provenant d'une fiscalité indirecte et 30 à 35 % de directe. Nous favoriserons des modalités plus intéressantes pour le contribuable (prélèvement à la source, mensualisation, échelonnement). Nous supprimerons définitivement la suspicion de mauvaise foi et même de malhonnêteté que l'Administration fiscale porte trop systématiquement à l'encontre des contribuables. Oui nous redéfinirons la relation, le degré de confiance et le respect devant exister à l'encontre des contribuables. Une charte des contribuables, protégera le contribuable de la force trop souvent aveugle de l'Administration. Nous savons que le territoire a besoin d'une bouffée d'oxygène et de signes forts que la Collectivité est consciente des efforts et sacrifices réalisés par les consommateurs, contribuables et les entreprises depuis 2012 pour aider à sortir le territoire de ses difficultés budgétaires et financières. Aux affaires en 2017, la majorité En marche vers le progrès simplifiera la fiscalité, l'allégera par des suppressions et réductions de taux, d'impôts et de taxes. L'objectif est clairement d'utiliser l'outil fiscal pour rendre notre tissu économique plus compétitif et notre territoire « investors friendly » pour devenir plus attractif.

9/ Depuis plusieurs années, l'écologie et d'une manière plus large l'environnement, prend une place de plus en plus importante dans le débat politique national et international. Il y a eu les Grenelles de l'Environnement, puis récemment les Cop 21 et 22. Ici, à Saint-Martin, c'est un sujet absent des débats. Ne pensez-vous pas pourtant que l'environnement devrait être le dénominateur commun à toutes les actions réfléchies et proposées ?

Notre réalité insulaire et notre vulnérabilité de plus en plus marquée par les aléas climatiques sont autant d'éléments qui nous rappellent régulièrement que l'environnement doit être au cœur de nos préoccupations et de nos politiques. Nous pensons que le choix sociétal ne se situe nullement entre soit l'environnement soit le développement économique et humain, mais que oui le développement doit se faire dans le respect de l'environnement.

L'engagement pour la protection, la préservation et la mise en valeur de notre patrimoine environnemental doivent commencer dès l'enfance. L'intégration dans les programmes scolaires du sujet doit devenir une réalité.

10 / Tout le monde s'accorde à dire qu'il faut un grand nettoyage de l'île. Ici, les ordures ménagères sont ramassées tous les jours, ce qui n'est pas le cas ailleurs, même en outre-mer, dans un territoire aussi petit. Que doit-on mettre en place pour que l'île soit plus propre ?

La propreté de notre territoire commence par une prise de conscience de la part de la population. Notre qualité de vie mais aussi la qualité d'accueil de nos touristes dépend grandement de la propreté et de l'embellissement de notre environnement.

Nous mettrons en place le développement du tri sélectif pour une meilleure valorisation de nos ordures ce qui offrira des opportunités d'emplois, mais aussi des revenus à la Collectivité.

Il est manifeste que la répression et donc des sanctions doivent être mises en place envers les contrevenants. Nous disposons d'un système de vidéo protection sur le territoire et donc l'utilisation de cet outil pourrait s'avérer très utile avec le renforcement du rôle de la police (police de l'environnement).

11/ Qui aimeriez-vous affronter au second tour le 26 mars ?

Moi-même.

12/ Enfin, quelle question auriez-vous aimé que vous l'on pose ?

Je suis transparent et donc je reste ouvert à toutes les questions.

*Propos recueillis par
Estelle Gasnet*


 EN MARCHÉ VERS
LE PROGRÈS
MAKE IT HAPPEN 2017.

Entretien avec
Julien Gumbs

leader et tête de liste du MOCSAM



1/ Comment se décide-t-on à se (re)présenter aux élections territoriales ?

Tout d'abord cela ne s'improvise pas, la décision de postuler à la tête de liste est un cheminement structuré et réfléchi. Deuxièmement je pense qu'il faut avoir un intérêt à agir, se sentir concerné par l'avenir du territoire et sa population, au-delà d'un aspect économique. Enfin, cette décision vient après un état des lieux de la situation suite aux politiques ou absence de politiques menées.

2/ Aujourd'hui, on parle beaucoup d'identité saint-martinoise, le Saint-Martinois ayant en effet le sentiment de l'avoir perdue. En tant que Saint-Martinois(e), partagez-vous ce constat ? Pensez-vous avoir perdu votre identité ?

A mon avis nous n'avons pas perdu notre identité mais nous avons eu tort de ne pas l'avoir imposée plus fortement à ce niveau. Aujourd'hui nous avons le revers de la médaille, mais qui n'est que le reflet de l'œuvre de tous ceux qui ont dirigé ce territoire sans en définir les priorités et préserver l'essentiel du vivre ensemble : notre identité au sein de la République. Aujourd'hui ce sont les mêmes, directement ou indirectement, qui prétendent porter une solution aux problématiques qu'ils ont contribué à créer.

3/ Depuis plusieurs mois, certaines pensées peuvent être très nationalistes. Alors qu'en métropole, on dénonce ce genre d'idées en y voyant un danger pour la société, ici on aurait tendance à les entretenir. Selon vous, est-ce moins dangereux localement ?

Cela n'a rien à voir avec la situation locale car nous ne raisonnons pas en termes de nation mais d'identité. Deuxièmement nous ne sommes pas racistes mais victimes d'une mise en infériorité par substitution que nous avons nous-mêmes acceptée sans en mesurer les conséquences. Aujourd'hui, alors que les effets néfastes se manifestent, certains ont une réaction agressive. Il faut mener une bonne politique d'intégration non seulement pour les Saint-Martinois d'adoption, mais aussi pour les Saint-Martinois autochtones dont personne ne se préoccupe de leur compréhension du système administratif dans lequel il sont forcés d'évoluer sans en intégrer les concepts et subtilités. Ce qu'il nous faut c'est une vraie politique pluriannuelle de développement du territoire afin de permettre aux Saint-Martinois de s'épanouir par une formation adaptée et un environnement économique favorable. Ils doivent pouvoir travailler ici, à Saint Martin.

«AUJOURD'HUI CE
SONT LES MÊMES
[...] QUI PRÉTENDENT
PORTER UNE
SOLUTION AUX
PROBLÉMATIQUES
QU'ILS ONT
CONTRIBUÉ
À CRÉER»

4/ On entend toujours que le développement économique doit être une priorité parce qu'il va permettre de créer des emplois, de la richesse, etc. Bien que la fiscalité soit attractive, rare sont les investisseurs intéressés à venir à Saint-Martin. Au regard des chiffres du chômage, toutes les actions menées jusqu'à aujourd'hui ont été un échec. Si vous êtes élu en mars, quels dispositifs allez-vous mettre en place pour créer des emplois ? Avec quel objectif ?

En effet, le développement économique est la base de tout. Mais au-delà, c'est un ensemble de choses et de paramètres qu'il faut améliorer. Ainsi, le développement humain est une part importante car il permet de répondre au besoin du développement mais aussi il permet de réduire les faits de délinquances de voie publique que nous rencontrons et qui participent à un sentiment d'insécurité. Mettre en place une école de la réussite destinée à permettre à ceux qui ont échoué dans la formation initiale de pouvoir suivre une formation qualifiante dans d'autres conditions (enseignement en anglais pour permettre une meilleure maîtrise du français mais aussi pour enseigner les maths, physiques ou géographie etc...). Nous pensons qu'il faut aussi ramener une certaine fréquentation du centre ville de Marigot de jour comme de nuit. C'est c'est dans cette optique que nous porterons une relance économique et de bien-être autour de quatre projets majeurs et d'une réforme fiscale ambitieuse adaptée au territoire.

Dans la baie de Marigot nous prévoyons de construire une digue entre la pointe Arago et la pointe du Bluff. Ce projet aura pour objectif de protéger la baie de Marigot, ainsi que la population de Sandy Ground et de la Baie Nettlé. Ceci permettrait d'avoir une baie calme, exsangue de houle, et la possibilité de draguer et maintenir une profondeur d'au moins 12 mètres dans le port de Galisbay afin de créer un quai pour recevoir les croisières dans les mêmes conditions et quelle que soit la météo marine ! D'ici quatre ans nous comptons sur une meilleure fréquentation de Marigot, créant ainsi la première condition pour convaincre les investisseurs au regain d'activité de la ville. Lancer une réflexion sur le devenir de la Marina royale qui selon nous, devra être reconstruite en version centre d'activité commerciale et de loisirs combinants commerces, restaurants, divertissements, bureaux, logements et hôtel. A Quartier d'Orléans, nous pensons créer un parc de sports mécaniques, comprenant au moins une piste de moto-cross, de karting et de dragster. Enfin, nous prévoyons la création d'une promenade autour de l'étang aux poissons avec un parcours jalonné de quelques caribés touristiques alliant nos traditions culinaires et une découverte éducative en collaboration avec la réserve naturelle et le conservatoire du littoral. L'objectif est de pouvoir exploiter l'étang par des écoles de canoë-kayak, de voile traditionnelle et une promenade en barque à rame ouverte à tous.

Au travers la réforme fiscale, nous mettrons en place le contrat 50/50, qui consistera à allouer une réduction de 50% de l'IS pour les entreprises qui emploieront au moins 50% de leur effectif salarié répondant aux critères d'une délibération qui définira l'emploi local, sur au moins 75% de l'année. Ceci n'est qu'un aspect de la réforme que nous proposons, mais nous pensons qu'avec cela, les conditions d'une reprise économique seront réunies et nous souhaitons que les investisseurs sachent saisir les opportunités qui se présenteront afin que le recrutement puisse repartir à la hausse.

5/ En matière d'emploi plus précisément, nombreux sont ceux, dont vous, qui veulent donner la priorité aux Saint-Martinois. Ce qui peut sembler juste mais il faut être réaliste et admettre qu'il y a un manque de compétences localement, notamment pour les postes d'encadrement. Comment, selon vous, est-il possible d'y remédier ? Comment peut-on former les jeunes et moins jeunes (salariés durant leur carrière pour qu'ils puissent évoluer) sur le territoire ?

Il faut prendre en considération une partie de la réponse ci-dessus. Il convient également de préciser que nous nous assurerons de l'installation d'une antenne de l'université des Antilles sur le territoire dès la rentrée 2018/2019, en plus de la poursuite de la pleine installation du CNAM (Conservatoire national des Arts et métiers) sur notre territoire. Nous prévoyons la création d'un fond de garantie de 5M€ pour permettre des micro-crédits à hauteur maximum de 30K€ pour relancer la consommation et au travers de ce dispositif, nous réfléchirons à la mise en place d'un prêt étudiant avec report de remboursement de 3 ans renouvelable une fois, sur 60 mensualités. Ce dispositif de prêt sera indépendant du statut de boursier. Il est quand même regrettable que cet argument nous soit jeté au visage à chaque fois qu'il s'agit de mettre en avant le Saint-Martinois. Jamais en 20 ans de réclamations il n'a été considéré sérieusement de remédier au système d'éducation qui est à l'origine de cet état de fait. Expliquez moi comment vous espérez enseigner des matières telles que les maths, la physique, la géographie etc, dans une langue que la grande majorité ne maîtrise pas ou peu, et croire en une réussite de la masse ? Nous pensons que de la même façon que vous faites ce constat aujourd'hui, l'inverse était aussi évident il y a au moins 20 ans. Pourtant nous avons persévéré ! Etait-ce volontaire ? Nous sommes en droit de nous poser la question mais nous préférons concentrer notre énergie sur des solutions concrètes et pragmatiques avec pour objectif que le passé ne se répète pas !

6/ En matière d'éducation, le constat dressé depuis plusieurs années est alarmant : le niveau est très bas. Pour plusieurs raisons : problème au niveau de la langue, manque d'implication des parents dans la scolarité de leurs enfants, etc. Selon vous, quel est le premier frein à la réussite de nos enfants ? Et comment peut-on le lever ?

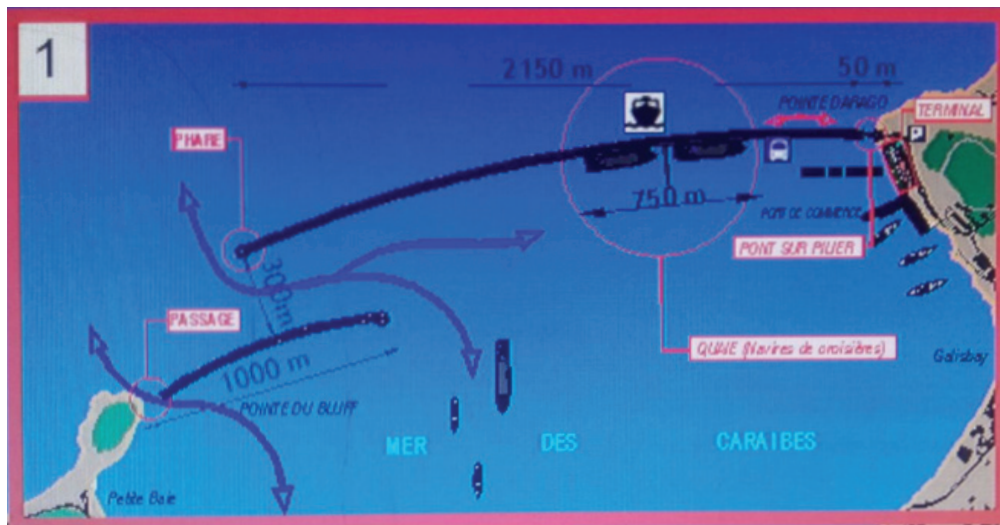
Voir réponses aux deux questions précédentes. Nous y rajoutons qu'il faut une action prospective en collaboration avec la CCISM, permettant de donner une prévision sur les métiers et activités en développement sur le territoire afin de mieux aiguiller notre jeunesse.

«JAMAIS EN 20 ANS DE RÉCLAMATIONS IL N'A ÉTÉ CONSIDÉRÉ SÉRIEUSEMENT DE REMÉDIER AU SYSTÈME D'ÉDUCATION QUI EST À L'ORIGINE DE CET ÉTAT DE FAIT.»

«DANS LA BAIE DE MARIGOT NOUS PRÉVOYONS DE CONSTRUIRE UNE DIGUE ENTRE LA POINTE ARAGO ET LA POINTE DU BLUFF. CE PROJET AURA POUR OBJECTIF DE PROTÉGER LA BAIE DE MARIGOT, AINSI QUE LA POPULATION DE SANDY GROUND ET DE LA BAIE NETTLÉ.»

7/ Concernant l'aménagement de la baie de Marigot, le projet de la majorité actuelle semble ne pas avoir attiré de nombreux investisseurs. Certains en ont déjà tiré les leçons et veulent un projet à plus petite échelle. Quelle est votre position sur cet aménagement ?

Voir en partie la réponse à la question 4. C'est un projet indispensable car il sert plusieurs objectifs.



«EN MATIÈRE DE FISCALITÉ NOUS AVONS UN PROJET RELATIVEMENT AMBITIEUX, QUI CONSISTE EN UNE SIMPLIFICATION ET UNE MEILLEURE EFFICACITÉ DE CELLE-CI»

8/ En matière fiscale, il est difficile pour la Collectivité de recouvrer l'ensemble des impôts. Il est aussi difficile pour les contribuables de s'acquitter de l'impôt et autres taxes alors que durant des années, ils ne le faisaient pas. Les impayés ont rapporté plus de 20 millions d'euros l'an passé à la COM. Comment selon vous le système peut-il être plus performant ? Doit-on supprimer des taxes ? Baisser le taux de certaines pour inciter la population à les payer ?

En matière de fiscalité nous avons un projet relativement ambitieux, qui consiste en une simplification et une meilleure efficacité de celle-ci. La simplification consiste à réformer la TGCA pour la généraliser et effacer les failles. Ainsi nous introduirons une TGCA à deux niveaux, normale et réduite. La réduite sera de 4% et viendra en remplacement de la taxe de séjour et de location de véhicule et sera appliquée sur les produits de première nécessité ainsi que l'énergie électrique. Le taux normal sera de 6% et s'appliquera sur tout le reste avec une généralisation à l'ensemble des activités. Nous supprimerons le droit au bail de 3%, nous supprimerons la taxe routière qui n'a jamais vraiment existé. Notre fiscalité sera surtout utile. Nous mettrons ainsi en place une taxe dépollution et infrastructure routière qui concernera tous les véhicules roulant sur le territoire, avec la création de casses auto permettant

d'éliminer les carcasses sauvages dans la nature. Nous diminuerons la taxe foncière de moitié avant d'engager une réforme en profondeur afin qu'elle soit plus équitable à tous. La montée en puissance de la taxation indirecte élargit de facto l'assiette fiscale et introduit le concept du « pay-as-you-consume » (payez au fur et à mesure que vous consommez) ainsi plus de personnes financent les actions publiques au fil de l'eau et réduisent autant les grosses sommes à sortir. Selon nos prévisions, ces réformes permettront de dégager une marge de 10M€ par an plus une économie de gestion de l'ordre de 2M€. Ce n'est pas moins de 12M€ qui devraient nous permettre de pouvoir financer nos actions en attendant la clarification du dossier de compensations de charges pour lequel nous prendrons le temps de préparer notre dossier et de rouvrir le débat avec le gouvernement. Nous porterons une attention particulière à la licence qui devra devenir le sésame de toute activité commerciale.

9/ Depuis plusieurs années, l'écologie et d'une manière plus large l'environnement, prend une place de plus en plus importante dans le débat politique national et international. Il y a eu les Grenelles de l'Environnement, puis récemment les Cop 21 et 22. Ici, à Saint-Martin, c'est un sujet absent des débats. Ne pensez-vous pas pourtant que l'environnement devrait être le dénominateur commun à toutes les actions réfléchies et proposées ?

Vous aurez certainement remarqué que notre réforme fiscale porte pour une bonne partie autour d'un intérêt environnemental certain. Seulement nous ne pensons pas qu'il faille imposer des choses sans y sensibiliser le citoyen et surtout garder à l'esprit que la politique est d'abord en direction du citoyen et non l'inverse, car c'est lui qui la finance ! Graduellement, nous introduirons l'aspect environnemental dans nos actions futures et à tous les niveaux, en parallèle de la sensibilisation du citoyen. L'énergie renouvelable doit aussi trouver sa place.

10 / Tout le monde s'accorde à dire qu'il faut un grand nettoyage de l'île. Ici, les ordures ménagères sont ramassées tous les jours, ce qui n'est pas le cas ailleurs, même en outre-mer, dans un territoire aussi petit. Que doit-on mettre en place pour que l'île soit plus propre ?

Oui il est évident que l'île est sale et il faut la nettoyer, mais nous refusons de simplement engager un programme de ramassage sans autres mesures car dans les mois qui suivront, nous courons le risque de voir le phénomène se répéter. Il n'est jamais trop tard pour apprendre et nous engagerons une vraie campagne de sensibilisation à la propreté de notre environnement, mettant en place un service de ramassage payant au forfait, puis au poids/volume pour que ceux qui n'ont pas les moyens de transport ne soient pas obligés de laisser leurs objets aux abords des routes.

«IL N'EST JAMAIS TROP TARD POUR APPRENDRE ET NOUS ENGAGERONS UNE VRAIE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION À LA PROPRIÉTÉ DE NOTRE ENVIRONNEMENT»



11/ Qui aimeriez-vous affronter au second tour le 26 mars ?

Celui ou celle que la population aura choisi(e).

12/ Enfin, quelle question auriez-vous aimé que vous l'on pose ?

Comment financez-vous votre programme, détails fiscaux et financiers chiffrés.

*Propos recueillis par
Fanny Fontan*



 MOCSAM MOUVEMENT CITOYEN SXM

Entretien avec
Daniel Gibbs

leader de l'Union pour la Démocratie,
tête de liste de la Team GIBBS 2017



1/ Comment se décide-t-on à se (re)présenter aux élections territoriales ?

Conduire une liste aux élections territoriales est une décision aussi grave que murement réfléchie. Plus que jamais, les électeurs ont besoin d'être réconciliés avec la chose politique : cette réconciliation passe nécessairement par toujours plus d'exemplarité, de responsabilité et d'implication. J'ai la chance d'être entouré de femmes et d'hommes honnêtes et compétents, animés des mêmes valeurs : ensemble, nous avons mis sur pied, mois après mois, un véritable projet de société au service de la population saint-martinoise. Aujourd'hui, nous sommes prêts à prendre les rênes de la Collectivité et déterminés à remettre Saint-Martin sur la voie du développement.

2/ Aujourd'hui, on parle beaucoup d'identité saint-martinoise, le Saint-Martinois ayant en effet le sentiment de l'avoir perdue. En tant que Saint-Martinois(e), partagez-vous ce constat ? Pensez-vous avoir perdu votre identité ?

Une part de la population saint-martinoise s'est sentie dépossédée de son île dans les années qui ont suivi la défiscalisation, c'est indéniable. Ce sentiment génère chez certains Saint-Martinois une nostalgie pour le Saint-Martin d'antan, je veux bien l'entendre.

Personnellement, je n'ai aucun problème avec mon identité : j'ai une mère métropolitaine, un père saint-martinois, mon épouse est d'origine slave, mes enfants métisses... j'ai toujours vécu le métissage comme une chance, le multiculturalisme comme une force et non pas comme une menace. Les temps ont changé, la société change et je n'ai aucun mal à définir celui qui, selon moi, est Saint-Martinois : c'est celui qui a décidé de poser ses valises sur l'île, de s'y investir, d'y travailler, d'y élever ses enfants. Les « sachants » me contrediront peut être, cela reste néanmoins ma définition.

3/ Depuis plusieurs mois, certaines pensées peuvent être très nationalistes. Alors qu'en métropole, on dénonce ce genre d'idées en y voyant un danger pour la société, ici on aurait tendance à les entretenir. Selon vous, est-ce moins dangereux localement ?

Vous posez un constat qui n'est absolument pas le mien, je ne crois pas que Saint-Martin soit tout à coup devenue un repaire de dangereux nationalistes. Je vis, je cultive, je pense Friendly Island. Si repli communautariste il y a, celui-ci est contextuel et trouve sa source, comme partout ailleurs dans le monde malheureusement, dans la crise socioéconomique que nous subissons depuis des années.

«LES ÉLECTEURS
ONT BESOIN D'ÊTRE
RÉCONCILIÉS
AVEC LA CHOSE
POLITIQUE : CETTE
RÉCONCILIATION
PASSE PAR PLUS
D'EXEMPLARITÉ,
DE RESPONSABILITÉ
ET D'IMPLICATION.»

4/ On entend toujours que le développement économique doit être une priorité parce qu'il va permettre de créer des emplois, de la richesse, etc. Bien que la fiscalité soit attractive, rare sont les investisseurs intéressés à venir à Saint-Martin. Au regard des chiffres du chômage, toutes les actions menées jusqu'à aujourd'hui ont été un échec. Si vous êtes élu en mars, quels dispositifs allez-vous mettre en place pour créer des emplois ? Avec quel objectif ?

«POUR CRÉER
DE LA RICHESSE,
NOUS AVONS
BESOIN
D'INVESTISSEURS
PRIVÉS,
QUE NOUS
DEVONS
RASSURER PAR
UNE FISCALITÉ À
LA FOIS JUSTE,
SIMPLE ET
TRANSPARENTE.»

Le développement économique est notre grande priorité : notre objectif est bien de créer un cercle vertueux, car créer de la richesse, c'est créer des emplois, c'est créer du progrès social.

Nos leviers sont pluriels : la fiscalité tout d'abord, parce que celle-ci est devenue aujourd'hui totalement illisible pour les investisseurs et perçue comme profondément injuste par une majorité de Saint-Martinois. Or, pour créer de la richesse, nous avons besoin d'investisseurs privés, que nous devons rassurer par une fiscalité à la fois juste, simple et transparente. Ce chantier de la réforme fiscale, nous le lancerons dès les premiers jours de notre mandat.

Nous devons aussi nous équiper d'outils performants et modernes pour être toujours plus innovants et compétitifs, c'est pour cela que nous mettrons sur pied une Agence de développement économique, composée d'élus et socio-professionnels, et qui sera notamment chargée de mettre en œuvre notre plan de développement économique...

Nos entreprises doivent être soutenues : c'est le sens par exemple de la mise en place d'un Small Business Act spécifique à Saint-Martin, qui leur garantira un cadre juridique pour faciliter leur participation aux marchés publics.

Parallèlement à la nécessaire diversification de notre économie, par le soutien aux filières traditionnelles que sont l'agriculture et la pêche, nous repenserons notre tourisme, premier secteur d'activité, et nous développerons des activités à haute valeur ajoutée, notamment dans le développement durable ou les nouvelles technologies...

Voilà quelques exemples de ce que nous impulserons une fois élus et qui sont autant de solutions pour endiguer le fléau du chômage à Saint-Martin...

5/ En matière d'emploi plus précisément, nombreux sont ceux, dont vous, qui veulent donner la priorité aux Saint-Martinois. Ce qui peut sembler juste mais il faut être réaliste et admettre qu'il y a un manque de compétences localement, notamment pour les postes d'encadrement. Comment, selon vous, est-il possible d'y remédier ? Comment peut-on former les jeunes et moins jeunes (salariés durant leur carrière pour qu'ils puissent évoluer) sur le territoire ?

Le constat est douloureux : 80% de nos concitoyens sans emploi n'ont aucune qualification. Il faut donc nécessairement mettre sur pied une politique volontariste en matière de formation. Oui, nous manquons de structures dispensant des formations de qualité et cela peut décourager l'embauche locale. Mais les jeunes Saint-Martinois ont beaucoup d'atouts, qu'il faut savoir valoriser. C'est pour cela que nous souhaitons créer un pôle d'excellence en tourisme et interprétariat, au sein de notre futur organisme autonome de

formation. C'est pour cette raison également, que nous travaillerons avec l'université des Antilles pour pouvoir offrir la chance, à nos jeunes qui n'ont pas la possibilité d'aller poursuivre des études supérieures hors du territoire, d'accéder au moins à un niveau licence à Saint-Martin.

La formation de nos jeunes passe aussi bien sûr par les filières professionnelles : il faut valoriser ces filières techniques, en réorientant l'apprentissage vers des secteurs créateurs d'emplois localement, je pense particulièrement aux métiers de la mer. Quant aux trop nombreux jeunes inscrits auprès de la mission locale ou, à ceux qui - quand ils ne « jobbent » pas - sont purement et simplement sans activité, je pense que nous devons pouvoir bénéficier d'une école de la 2^{ème} chance et d'un RSMA à Saint-Martin, ces dispositifs ayant largement fait leurs preuves...

Les entreprises locales doivent aussi jouer le jeu : nous contraindrons celles répondant aux marchés publics à embaucher un certain pourcentage de ces jeunes en insertion. Mais il faut aussi encourager l'embauche locale : encore une fois, nous disposons du levier fiscal pour y parvenir. Nous pourrions par exemple créer un avantage fiscal pour les entreprises recrutant des jeunes saint-martinois.

Et oui bien entendu, il y a un vrai problème à Saint-Martin où nos concitoyens restent sous-représentés à des postes d'encadrement : il faut améliorer l'accès aux postes à responsabilité de la fonction publique territoriale aux Saint-Martinois et aux titulaires de la Collectivité d'ores et déjà en poste, par exemple, en finançant les formations dispensées dans le cadre des Classes préparatoires intégrées. Plus globalement, nous devons former une élite dans de nombreux domaines : la santé, l'enseignement, la fonction publique de catégorie A, de l'entreprise... La COM doit miser sur son avenir en jouant le jeu elle aussi, en facilitant la formation de ses meilleurs éléments.

6/ En matière d'éducation, le constat dressé depuis plusieurs années est alarmant : le niveau est très bas. Pour plusieurs raisons : problème au niveau de la langue, manque d'implication des parents dans la scolarité de leurs enfants, etc. Selon vous, quel est le premier frein à la réussite de nos enfants ? Et comment peut-on le lever ?

Sans vouloir faire de sociologie de comptoir, il y a un manque cruel d'investissement de nombreux parents dans la scolarité - et plus globalement dans l'éducation - de leurs enfants, qui s'explique par de nombreux facteurs sociaux. Le niveau de nos élèves est certes bas à Saint-Martin mais je refuse d'y voir une fatalité. Notre multilinguisme apparaît aujourd'hui comme un handicap majeur, ce qui est totalement ubuesque à l'heure de la mondialisation ! Nous ferons de ce « handicap » une véritable richesse quand nous disposerons d'outils et de structures mieux adaptés : la loi organique nous permet d'ores et déjà d'agir sur le bilinguisme dans les petites classes.

Pour faciliter l'apprentissage du français, il faudrait que dès la maternelle, l'écolier et son professeur des écoles puissent bénéficier de l'aide d'un « référent » en langue maternelle anglais saint-martinois qui pourrait être recruté dans un corps spécifique d'instituteurs, constitué par exemple de jeunes bacheliers de l'île. À partir du collège, il faut à mon sens une véritable

«NOTRE
MULTILINGUISME
APPARAÎT
AUJOURD'HUI
COMME UN
HANDICAP
MAJEUR, CE QUI
EST TOTALEMENT
UBUESQUE À
L'HEURE DE LA
MONDIALISATION.»

généralisation des classes euro-caribéennes... Mais pour pouvoir agir sur les contenus pédagogiques, sur l'organisation de l'enseignement dans nos établissements scolaires, sur le recrutement des professeurs, nous devons pouvoir bénéficier localement d'un vice-rectorat à Saint-Martin : c'est un besoin prévu par le 74, dont bénéficient toutes les autres Collectivités d'outremer régies par ce statut, et sur lequel je ne transigerai pas.

«ON VEUT SE
DONNER LES

MOYENS DE
REDÉFINIR ET
DOPER NOTRE

TOURISME,
PREMIER SECTEUR
D'ACTIVITÉS À
SAINT-MARTIN

ET REMETTRE
AINSI LA PARTIE
FRANÇAISE DE L'ÎLE
SUR LA VOIE DU
DÉVELOPPEMENT.»

7/ Concernant l'aménagement de la baie de Marigot, le projet de la majorité actuelle semble ne pas avoir attiré de nombreux investisseurs. Certains en ont déjà tiré les leçons et veulent un projet à plus petite échelle. Quelle est votre position sur cet aménagement ?

L'aménagement d'infrastructures touristiques à Marigot est l'une de nos grandes priorités parce que l'on veut se donner les moyens de redéfinir et doper notre tourisme, premier secteur d'activités à Saint-Martin et remettre ainsi la partie française de l'île sur la voie du développement. C'est dans cet objectif que nous créerons « Le Grand Marigot » qui s'étendra de Morne Valois à Bellevue en passant par Galisbay. Notre démarche ambitieuse mais nécessaire prévoit la rénovation de la Marina Port la Royale, le développement de la capacité d'accueil de la Marina Fort-Louis, la réalisation d'un quai de croisière et d'un terminal d'accueil, la création de chantiers navals à Galisbay, l'implantation d'hôtels et de logements en centre-ville ou encore la création d'un centre d'affaires à Morne Valois. L'aménagement de la Baie de Marigot est crucial pour notre économie, c'est un facteur clé pour notre développement.

8/ En matière fiscale, il est difficile pour la Collectivité de recouvrer l'ensemble des impôts. Il est aussi difficile pour les contribuables de s'acquitter de l'impôt et autres taxes alors que durant des années, ils ne le faisaient pas. Les impayés ont rapporté plus de 20 millions d'euros l'an passé à la COM. Comment selon vous le système peut-il être plus performant ? Doit-on supprimer des taxes ? Baisser le taux de certaines pour inciter la population à les payer ?

La fiscalité, c'est le nerf de la guerre : il nous faut des recettes pour faire fonctionner pleinement la Collectivité et réaliser les nécessaires investissements qui nous remettront sur la voie du développement économique et donc, encore une fois, du progrès social. Nous ne voulons pas d'une économie sous perfusion, totalement dépendante des fonds Etat/Europe et pompée par le fonctionnement.

La fiscalité est devenue totalement contre-productive : notre code général des impôts fait la taille d'un annuaire téléphonique, elle rebute les investisseurs, nourrit chez les entrepreneurs et les particuliers un sentiment d'injustice fiscale totalement justifié. Il faut inverser la donne : après quelques mois d'audit et de concertation, nous mettrons sur pied une réforme totale de notre fiscalité, pour les entreprises et pour les particuliers, pour que celle-ci soit à la fois plus simple, plus juste et plus transparente.

Sans préjuger des résultats de cette réforme, nous sommes néanmoins

convaincus aujourd'hui qu'il faut un impôt simplifié, qui récompense le travail par la suppression de l'impôt sur la rémunération par exemple, ou qui favorise la transmission et la conservation du patrimoine saint-martinois en étendant les dispositifs d'exonération des droits de succession... La fiscalité se devra d'être plus juste également, par l'élargissement de l'assiette fiscale, parce qu'il est inacceptable que des entreprises ou des particuliers puissent encore échapper à l'impôt. Il est insupportable de faire porter aux plus fragiles les manquements de mauvais contribuables et c'est pour cette raison que nous supprimerons le droit de 100 euros pour la délivrance de l'avis de non-imposition... Enfin, la fiscalité doit être plus transparente : un impôt compris est un impôt qui rentre dans les caisses de la Collectivité. On parle d'argent public : le contribuable doit comprendre l'utilisation de l'impôt à Saint-Martin.

9/ Depuis plusieurs années, l'écologie et d'une manière plus large l'environnement, prend une place de plus en plus importante dans le débat politique national et international. Il y a eu les Grenelles de l'Environnement, puis récemment les Cop 21 et 22. Ici, à Saint-Martin, c'est un sujet absent des débats. Ne pensez-vous pas pourtant que l'environnement devrait être le dénominateur commun à toutes les actions réfléchies et proposées ?

Saint-Martin a sans nul doute beaucoup de retard sur ces sujets et longtemps, nos responsables ont opposé développement économique et défense et préservation de l'environnement. Les deux vont pourtant de pair, ne serait-ce que parce que l'équation est simple : nous vivons du tourisme, si nos plages sont polluées, notre cadre de vie repoussant, nos visiteurs se choisiront des contrées plus écoresponsables.

Plusieurs actions peuvent être mises en place pour faire entrer Saint-Martin dans un cercle écologique plus vertueux. Je pense à l'incitation des promoteurs à construire des bâtiments durables et exemplaires par exemple ; je pense aussi à un schéma de déplacement moins gourmand en CO2 ou à l'étude de sites propices aux énergies propres... Non seulement ces questions sont cruciales, mais elles participent du développement économique de Saint-Martin, car l'environnement est très clairement une filière d'avenir pour la création d'emplois localement.

10 / Tout le monde s'accorde à dire qu'il faut un grand nettoyage de l'île. Ici, les ordures ménagères sont ramassées tous les jours, ce qui n'est pas le cas ailleurs, même en outre-mer, dans un territoire aussi petit. Que doit-on mettre en place pour que l'île soit plus propre ?

Actions, pédagogie, répression ! Nous avons certes un ramassage d'ordures quotidien, mais nous avons aussi des concitoyens peu scrupuleux, qui sortent leurs poubelles à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit alors même qu'un arrêté existe, ou qui laissent pourrir des carcasses de voitures au fond de leurs jardins. Tout cela donne une impression de laisser-aller généralisé, inacceptable sur une île qui vit du tourisme. Une pollution

«IL EST
INSUPPORTABLE
DE FAIRE PORTER
AUX PLUS
FRAGILES LES
MANQUEMENTS
DE MAUVAIS
CONTRIBUABLES.»

visuelle qui n'est pas sans conséquences en termes sanitaire. Un grand nettoyage s'impose donc et dès les premières semaines de notre mandat, nous réunirons toutes les forces vives de l'île afin de mener une grande opération nettoyage dans tous les quartiers. Cette opération sera reconduite annuellement. Nous poursuivrons également la lutte engagée pour la récupération des épaves automobiles et nous comptons renforcer la pédagogie sur le tri sélectif, en mettant par exemple à la disposition des particuliers des bacs de tri domestiques...

11/ Qui aimeriez-vous affronter au second tour le 26 mars ?

Je ne me suis pas posé la question. Les électeurs de Saint-Martin auront peut-être à choisir entre deux projets différents : la Team Gibbs 2017 est au travail pour porter et faire gagner son projet pour Saint-Martin.

12/ Enfin, quelle question auriez-vous aimé que vous l'on pose ?

Il y a tant de thèmes que nous n'avons pas pu aborder aujourd'hui ! Je pense à l'urbanisme par exemple, ou à la question complexe et sensible du foncier et particulièrement des 50 pas géométriques. La prise en charge de nos aînés, la question de la valorisation de la culture et du patrimoine saint-martinois, celles des transports, de la santé ou de la sécurité... sont autant de thèmes qui figurent au cœur de notre programme.

*Propos recueillis par
Estelle Gasnet*



 TEAM GIBBS 2017

Entretien avec
Jules Charville

leader et tête de liste
de HOPE party



1/ Comment se décide-t-on à se (re)présenter aux élections territoriales ?

Dans mon cas précis, ma décision a été prise à cause de ma déception dans tous les leaders politiques, qui pendant les dix dernières années ont eu l'opportunité de s'unir pour travailler pour le développement économique de Saint-Martin, mais n'ont absolument rien fait dans ce sens.

2/ Aujourd'hui, on parle beaucoup d'identité saint-martinoise, le Saint-Martinois ayant en effet le sentiment de l'avoir perdue. En tant que Saint-Martinois(e), partagez-vous ce constat ? Pensez-vous avoir perdu votre identité ?

Je ne dirais pas que nous avons perdu notre identité, je dirais plutôt que nous risquons de la perdre, car certaines coutumes ne sont plus transmises même oralement, des danses que nous avons connues auparavant sont en train de disparaître à petit feu (le Ponum dance par exemple) car nos aînés ont omis de nous les transmettre à l'écrit.

Grâce à l'arrivée de la technologie moderne, nous sommes envahis par d'autres cultures qui ne nous appartiennent pas.

Néanmoins certains quartiers tels que Colombier et St Louis, luttent durement pour garder la mémoire de «l'Arrow Root», du «Guavaberry», de l'histoire de «Freetown» par le biais d'associations.

«MA DÉCISION
DE ME
PRÉSENTER
AUX ÉLECTIONS
A ÉTÉ PRISE À
CAUSE DE MA
DÉCEPTION
DANS TOUS
LES LEADERS
POLITIQUES»

3/ Depuis plusieurs mois, certaines pensées peuvent être très nationalistes. Alors qu'en métropole, on dénonce ce genre d'idées en y voyant un danger pour la société, ici on aurait tendance à les entretenir. Selon vous, est-ce moins dangereux localement ?

Effectivement, localement ce genre d'idées est entretenu par une minorité de personnes. L'extrémisme n'est jamais quelque chose à encourager. Cependant, je dirais que cela est moins dangereux localement car en France métropolitaine, nombreux sont les régions qui ont su garder leurs coutumes intactes et vivantes alors qu'à Saint-Martin nous assistons à un génocide culturel à ne pas confondre avec le Nationalisme qui favorise plutôt une race, une population.

Une population sans culture propre est vouée à une destruction certaine.

« POUR LA
PROTECTION
DE NOS
ENTREPRISES,
NOUS
NÉGOCIERONS
AVEC L'ÉTAT
POUR UNE
BAISSE DES
CHARGES
SOCIALES,
VOIRE UNE
EXONÉRATION
POUR UNE
PÉRIODE
DE TROIS À
QUATRE ANS. »

4/ On entend toujours que le développement économique doit être une priorité parce qu'il va permettre de créer des emplois, de la richesse, etc. Bien que la fiscalité soit attractive, rares sont les investisseurs intéressés à venir à Saint-Martin. Au regard des chiffres du chômage, toutes les actions menées jusqu'à aujourd'hui ont été un échec. Si vous êtes élu en mars, quels dispositifs allez-vous mettre en place pour créer des emplois ? Avec quel objectif ?

Si la fiscalité est attractive et que les investisseurs ne s'y intéressent pas, c'est simplement parce que la campagne de marketing de celle-ci est inexistante. Nous ferons en sorte de remédier à cela, de façon à encourager certaines sociétés multinationales à faire de Saint-Martin leur siège social.

Pour la protection de nos entreprises et pour la relance de leurs activités, nous négocierons avec l'État pour une baisse des charges sociales, voire une exonération pour une période de trois à quatre ans.

Nous ferons du dossier de La Belle Créole une priorité, afin que nous puissions voir apparaître un nouvel hôtel 5 étoiles dans un délai assez court. Nous ferons revivre le projet de troisième phase de développement de notre port de commerce, ainsi que le projet d'allongement de la piste de notre aéroport.

Nous construirons au moins deux nouvelles routes du schéma routier qui existe depuis 2007.

5/ En matière d'emploi plus précisément, nombreux sont ceux, dont vous, qui veulent donner la priorité aux Saint-Martinois. Ce qui peut sembler juste mais il faut être réaliste et admettre qu'il y a un manque de compétences localement, notamment pour les postes d'encadrement. Comment, selon vous, est-il possible d'y remédier ? Comment peut-on former les jeunes et moins jeunes (salariés durant leur carrière pour qu'ils puissent évoluer) sur le territoire ?

Pour commencer, la « notion de manque de compétence localement » est une notion qui n'est pas fondée ou du moins, elle ne l'est plus. Nous avons des jeunes qui reviennent de plus en plus diplômés master 1, 2 et bien d'autres diplômes. Il faut déjà porter remède à cette notion de « manque de compétence locale » qui est plus un mythe qu'une réalité.

Dans un premier temps, une des choses que notre administration territoriale proposera parmi d'autres sera déjà d'encourager nos jeunes qui sortent des études supérieures à faire des formations de spécialisation d'un à deux ans dans divers domaines où l'administration territoriale ou nationale sera susceptible d'embaucher à cours, moyen, long ou très long terme. Nous prévoyons aussi d'encourager et d'accompagner ceux et celles à la préparation et au passage de concours d'entrer dans la fonction publique dans tous les secteurs (administration, gardien de la paix, gardien pénitentiaire, etc.), bref la liste est exhaustive.

Dans un second temps, nous prévoyons des changements substantiels dans notre approche de la formation professionnelle (de la professionnalisation) de notre jeune population en très grande attente. Il faut savoir que nous

sommes au XXI^{ème} et que le numérique propose des simplicités en matière de formation : formation en ligne ouverte à tous (FLOT), aussi appelée cours en ligne, CLOM - Cours en ligne ouverts et massifs et les MOOC (Massive Online Open Courses).

Pour conclure sur ce sujet, nous (l'administration territoriale) devons pouvoir à tout moment savoir ce que fait notre population étudiante, c'est-à-dire le niveau de formation ou d'étude, sur le plan localité où elle se trouve. Sur le plan professionnel, le même dispositif. Un dispositif pour nous permettre de répondre aux questions de logistique, de qualification, d'expérience professionnelle est en cours d'étude. On peut d'ores et déjà vous donner le nom du dispositif « INSPIRE, Let's us keep in touch ».

6/ En matière d'éducation, le constat dressé depuis plusieurs années est alarmant : le niveau est très bas. Pour plusieurs raisons : problème au niveau de la langue, manque d'implication des parents dans la scolarité de leurs enfants, etc. Selon vous, quel est le premier frein à la réussite de nos enfants ? Et comment peut-on le lever ?

Là-dessus, nous proposons qu'il y ait une réflexion autour d'un « Plan Mashall » pour sauver l'étude de nos jeunes et l'éducation à Saint-Martin, les détails seront dévoilés très prochainement.

Mais au-delà de cette réflexion, nous avons envisagé, de négocier avec l'État et le ministère de l'Éducation nationale afin de revoir la méthode de recrutement des enseignants, d'encourager un plus grand nombre de jeunes Saint-Martinois à poursuivre les études de professorat. Pour le moment 10% seulement des enseignants sont originaires de l'île. C'est bien trop peu.

Une autre solution ou en plus la rédaction d'un Guide spécifique à la Collectivité à remettre à chaque enseignant qui viendrait enseigner pour la première fois à saint martin.

Nous prévoyons aussi, une formation/école destinée aux parents et une vaste campagne de sensibilisation à destination des parents pour leur rappeler leur mission et leur rôle.

7/ Concernant l'aménagement de la baie de Marigot, le projet de la majorité actuelle semble ne pas avoir attiré de nombreux investisseurs. Certains en ont déjà tiré les leçons et veulent un projet à plus petite échelle. Quelle est votre position sur cet aménagement ?

Nous sommes contre tout projet de l'aménagement de la baie de Marigot qui consisterait à la remblayer. Le risque d'érosion du sable de nos plages est trop important.

Je pense que la construction d'un port de croisière est nécessaire, mais qu'il soit limité à un quai moderne, capable de recevoir quatre à cinq bateaux de la catégorie moyenne croisière.

« NOUS
PRÉVOYONS
UNE
FORMATION/
ÉCOLE
DESTINÉE AUX
PARENTS POUR
LEUR RAPPELER
LEUR MISSION
ET LEUR RÔLE. »

«EN MATIÈRE DE
FISCALITÉ, NOUS
PENSONS CRÉER
DE NOUVELLES
TAXES
INDIRECTES EN
COLLABORATION
AVEC LA PARTIE
HOLLANDAISE.»

8/ En matière fiscale, il est difficile pour la Collectivité de recouvrer l'ensemble des impôts. Il est aussi difficile pour les contribuables de s'acquitter de l'impôt et autres taxes alors que durant des années, ils ne le faisaient pas. Les impayés ont rapporté plus de 20 millions d'euros l'an passé à la COM. Comment selon vous le système peut-il être plus performant ? Doit-on supprimer des taxes ? Baisser le taux de certaines pour inciter la population à les payer ?

Notre intention est de créer certaines nouvelles taxes qui n'affecteront pas les habitants de notre île. Nous pensons aussi créer de nouvelles taxes indirectes, en collaboration avec la partie hollandaise. Les recettes générées par ces taxes nous permettront de baisser le taux de l'impôt sur les revenus ainsi que celui sur les sociétés.

Notre but est de passer graduellement du système de l'impôt direct au système de l'impôt indirect, et éventuellement éliminer l'impôt sur le revenu et celui sur les sociétés, à long terme, avec la collaboration de la partie hollandaise.

9/ Depuis plusieurs années, l'écologie et d'une manière plus large l'environnement, prend une place de plus en plus importante dans le débat politique national et international. Il y a eu les Grenelles de l'Environnement, puis récemment les Cop 21 et 22. Ici, à Saint-Martin, c'est un sujet absent des débats. Ne pensez-vous pas pourtant que l'environnement devrait être le dénominateur commun à toutes les actions réfléchies et proposées ?

L'environnement joue un rôle majeur sur notre friendly Island. Néanmoins des années de négligence ou plutôt de méconnaissance des mécanismes de tri ou de QSHE (qualité-sécurité-hygiène-environnement, NDLR) par les politiques passées ont permis la dégradation de notre île en terme d'image et de propreté. Tout futur projet pour le développement économique de l'île doit être couplé avec un programme en matière d'écologie et de la préservation environnementale. Les autres pays sont à des années-lumière en termes de recyclage, de propreté, de protection de la nature. Il est temps que nous mettons des axes prioritaires pour préserver notre nature.

10 / Tout le monde s'accorde à dire qu'il faut un grand nettoyage de l'île. Ici, les ordures ménagères sont ramassées tous les jours, ce qui n'est pas le cas ailleurs, même en outre-mer, dans un territoire aussi petit. Que doit-on mettre en place pour que l'île soit plus propre ?

Bien sûr comme pour tout le monde, nous sommes nous aussi sensibles à l'écologie et l'environnement. Nous avons un projet ambitieux qui mettra en valeur notre écologie et valoriser notre environnement. Voici quelques mesures que nous comptons mettre en œuvre pour valoriser notre écologie et protéger notre environnement : meilleure gestion de l'eau, la maîtrise des énergies renouvelable (photovoltaïque, les normes de construction HQE,

etc...), une meilleure collecte et traitement des ordures ménagères, une dynamique territoriale pour l'écologie et l'environnement et l'éducation et la Sensibilisation sur l'environnement et l'écosystème.

Tous ces points sont élaborés en concertation avec l'avis de spécialistes de l'environnement et tiennent compte des spécificités du territoire.

11/ Qui aimeriez-vous affronter au second tour le 26 mars ?

Ma réponse reste confidentielle.

12/ Enfin, quelle question auriez-vous aimé que vous l'on pose ?

Qu'avez vous l'intention de faire pour solutionner l'énorme problème des 50 pas géométriques à Saint-Martin ?

*Propos recueillis par
Estelle Gasnet*



 HOPE PARTY